
LE DISCOURS DE LA LIGUE COMMUNISTE (MARXISTE-LÉNINISTE) DU CANADA (1975-1983)

Charles-Antoine Bachand.

Résumé

Dans les années 1960-70, il existait au Québec, comme un peu partout ailleurs, une effervescence intellectuelle impressionnante. De nouvelles idées voyaient le jour et d'anciennes prenaient de nouvelles proportions. De cette activité intellectuelle, certains groupes qui allaient violemment revendiquer le droit au changement virent le jour. Ce fut le cas de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. L'étude du discours des militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada nous en apprend beaucoup sur ce que pouvaient être les priorités des groupes québécois d'extrême gauche de cette période. Le chercheur y découvre une compréhension alors nouvelle des forces en présence au Québec et de l'action à entreprendre pour améliorer le monde. Voilà ce dont traite ce court article descriptif.

LE DISCOURS DE LA LIGUE COMMUNISTE (MARXISTE-LÉNINISTE) DU CANADA (1975-1983)

Charles-Antoine Bachand.

Le fonctionnement des groupes d'action politique¹ des années 1970 et du début des années 1980 au Québec reste un chantier en friche pour le chercheur en histoire. En effet, outre quelques rares témoignages, l'organisation de ces groupes, leurs objectifs et le discours qui les caractérisait — que ce soit le Parti communiste du Québec (PCQ), le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) (PCC(ml)), le groupe En Lutte!, le Parti communiste ouvrier (PCO) ou le Groupe marxiste révolutionnaire (GMR) — ne furent, à toute fin pratique, jamais explorés.

Plusieurs auteurs, dont Robert Comeau², affirment l'importance de ces groupuscules dans le développement d'une analyse politique québécoise entre 1930 et 1960. Pourtant, ce qui advint de ces groupes après 1960 reste un grand mystère pour les historiens. Si certains sociologues et si quelques politologues se sont penchés sur la question à la fin des années 1970, dès le milieu des années 1980, la mode était passée. De leur côté, les historiens n'explorèrent cette facette de l'histoire du Québec qu'à partir de la fin des années 1980, en se bornant à une analyse très sommaire de leurs discours et de leurs impacts.

La disparition de la quasi-totalité des groupes d'extrême gauche (sinon pour ce qui est du PCQ, du PCC(ml) et de la IV^e Internationale) a pu contribuer à un déclin marqué dans l'intérêt qu'ils suscitaient chez les chercheurs. À moins que, plus simplement, les historiens en mesure de mener à bien des études dans ce domaine ne se sentent trop près de leur sujet ou considèrent que l'histoire de ces groupes est de notoriété publique. Quoiqu'il en soit, il demeure que, outre l'étude de M. David Milot³, les groupes d'extrême gauche restent dans l'ombre de l'éclairage que tente de jeter l'historien sur notre passé.

C'est dans cette optique que l'étude du discours d'un de ces groupes d'action politique nous semble des plus pertinentes. En effet, s'il est généralement admis que les groupes d'action politique eurent un impact significatif sur la société québécoise

¹ Ce que nous appelons ici « groupes d'action politique », ce sont les groupes avec des objectifs de luttes politiques bien définis tels, le PCQ, le PCC (ML), le groupe En Lutte!, la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, le GMR ou tout autre groupe ayant une propension à vouloir prendre le pouvoir. Dans les années 1960 et 1970 au Québec, il est surtout question de groupe d'extrême gauche.

² Cf., entre autres, Robert Comeau, *Le Droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, 542 pages.

³ David Milot, *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec : (1973-1982)*, Montréal, Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 2000, 147 pages.

et à plus forte raison sur ses milieux communautaires⁴, il apparaît essentiel d'explorer en détail ce que de tels groupes soutenaient, ce qu'était leur message.

À cette fin, la présente recherche se propose donc d'étudier le discours de l'un des groupes d'action les plus importants des années 1970 et du début des années 1980, soit la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada.

L'historiographie concernant l'étude des groupes d'action politique québécois, si elle est relativement substantielle, demeure très incomplète. L'essentiel des recherches se concentre en effet sur l'étude des groupes des années 1920 à 1950. Comme nous le mentionnions plus haut, les lacunes dans l'histoire des groupes d'action politique, et plus spécifiquement, des groupes d'extrême gauche, restent flagrantes. Il est évident que les groupes d'action politique jouèrent un rôle important dans l'évolution de la philosophie collective des Québécois. Pourtant, ce qui a été fait pour nous permettre une compréhension plus complète de ce phénomène reste très lacunaire.

Néanmoins, depuis une dizaine d'années, de plus en plus de chercheurs, de différents horizons, semblent vouloir explorer cette facette de l'histoire du Québec et du Canada. Ces dernières années, des chercheurs comme Pierre Beaucage⁵ (anthropologue), Pierrette Bouchard⁶ (maintenant pédagogue), Yves Lalonde⁷ (politologue), David Milot⁸ (historien) ou Pierre Milot⁹ (politologue) se sont penchés sur l'évolution des groupes d'extrême gauche au Québec sur leur idéologie. Une tendance évidente semble donc vouloir se dessiner dans l'histoire des groupes d'action politique, une tendance qui cherche à comprendre l'évolution de leurs idéologies et l'impact qu'ils eurent dans le paysage canadien.

Il convient toutefois de souligner que La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada demeure dans l'ombre des chercheurs et ne fut, tout bien peser, étudiée que pour les luttes qui l'opposait continuellement aux positions du groupe En Lutte!

Il appert donc manifeste que le sujet de la présente recherche s'inscrit parfaitement dans l'historiographie des groupes d'action politique. Ces études démontrent

⁴ Cf. à ce sujet Charles-Antoine Bachand, *Entre défense de droits et lutte de classe*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 2004, 119 pages.

⁵ Pierre Beaucage, « Le Vent du Sud : les idées du tiers-monde et les marxistes québécois dans les années 1970 » *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 27 n° 1 (1990), pages 95-114.

⁶ Pierrette Bouchard, *Le journal [microforme] : instrument idéologique d'incitation à la militance chez la Ligue communiste marxiste-léniniste canadienne*, Québec, 1984, 370 pages.

⁷ Yves Lalonde, *Analyse idéologique du mouvement marxiste-léniniste canadien*, Thèse de maîtrise (politique), Université de Montréal, 1982, 131 pages.

⁸ David Milot, *Conceptions et pratiques culturelles communistes du Québec : (1973-1982)*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2000, 147 pages.

⁹ Pierre Milot, *Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec (1972-1982)*, Thèse de maîtrise (politique), Université du Québec à Montréal, 1984, 102 pages.

l'ampleur du travail qui reste à faire dans ce domaine et surtout l'énorme potentiel historique de celui-ci. Avec une meilleure compréhension du discours qui servait de base à un groupe comme la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, l'historien pourra éclairer d'une lumière nouvelle toute l'importance de ces groupes dans l'évolution des idées de la société québécoise.

Pour réaliser cette étude du discours de la Ligue communiste du Canada (marxiste-léniniste), nous avons cru bon d'analyser ce qu'il était possible de retrouver dans ses publications officielles et ce que les militants de la Ligue eux-mêmes se disaient entre eux dans leur rapports d'activités ou dans les directives de la direction. L'étude des éditions de leur organe, *La Forge*, de la revue *Octobre* et de documents d'archives¹⁰ pertinents est en ce sens la meilleure voie à suivre.

Rapidement, soulignons que *La Forge* était l'organe officiel principal de la Ligue. Cet organe fut publié, la majeure partie du temps de façon bi-hebdomadaire, entre novembre 1975 et avril 1983. *La Forge* ne survécut pas à la mort de la Ligue, mais connut, durant ses 6 années d'existence, une vie active importante. Tous les militants de la Ligue étaient tenus de la lire attentivement, de la distribuer dans leur milieu de travail et surtout de discuter de son contenu entre eux et avec d'autres travailleurs. *La Forge* devait être « une arme entre [les] mains [des militants]¹¹ » et, en ce sens, elle était souvent utilisée pour initier des débats au sein de groupes de discussions. L'étude de cette publication de la Ligue nous permet de brosser à grands traits un portrait de ce que les militants de la Ligue et, à plus forte raison leurs dirigeants croyaient et affirmaient.

Octobre, quant à elle, devait surtout servir de base idéologique pour les militants et les organisateurs de la Ligue. *Octobre* parut entre 1978 et 1982 et offrait des textes qui devaient permettre aux militants de la Ligue de faire un travail de sensibilisation et d'éducation auprès des travailleurs. Cette revue présentait les grandes bases de l'idéologie marxiste-léniniste et de la « pensée-maotsétoung ». Il nous semble par ailleurs important de noter que tous les textes, qu'ils fussent rédigés pour *La Forge* ou pour *Octobre*, étaient le plus souvent anonymes sinon lorsqu'il s'agissait de témoignages d'ouvriers heureux du travail de la Ligue dans leur milieu.

Qu'est-ce que la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada?

Avant d'aller plus avant dans notre présentation du discours de la Ligue, il convient de faire un bref retour sur ce que fut exactement cette Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada naquit de la fusion en 1975 de trois organismes qui, au préalable, avaient pris soin de se

¹⁰ Université du Québec à Montréal (UQAM). Service des archives et de gestion des documents (SAGD), Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P.

¹¹ « *La Forge*, une arme entre nos mains », *Octobre*, #2-3, 1978, page 106.

saborder¹². Après de sérieux conflits les opposant aux propos tenus par Charles Gagnon¹³ et les militants du journal *En Lutte!*, le Mouvement révolutionnaire étudiant du Québec (MREQ), la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR) et la Cellule militante ouvrière (CMO) prirent la décision de se regrouper pour fonder une organisation révolutionnaire pré-parti se réclamant du marxisme stalinien et maoïste¹⁴.

Ainsi, se regroupant d'abord autour de la revue *Mobilisation*¹⁵, ces militants prirent ouvertement position contre les thèses défendues par le journal *En Lutte!*.

Mobilisation s'oppose aux conceptions du journal *En Lutte!* selon lequel les révolutionnaires ne doivent prétendre à la direction des luttes de masses mais plutôt former une avant-garde par l'étude et la pratique de l'agitation-propagande. La revue *Mobilisation* postule l'implantation de militants intellectuels en milieu ouvrier (entreprises, quartiers) à la base du travail idéologique et politique comme moyen de lier les révolutionnaires aux "prolétaires avancés" et comme moyen d'implanter l'organisation révolutionnaire dans les rangs du prolétariat¹⁶.

En décembre 1975, les militants de ce qui s'appelait alors la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada mirent fin aux activités de la revue *Mobilisation* et créèrent enfin un journal, *La Forge*, qui devait se faire le véritable porte-voix de leur organisation. Dans le premier numéro de *La Forge*, le chercheur peut lire :

Le Parti ne peut se contenter de rassembler les idées des masses et les systématiser. Il doit imprimer une direction ferme sur le mouvement spontané pour qu'il devienne, dans la lutte, un mouvement conscient,

¹² cf. à ce sujet l'introduction de Bernard Danserau dans *Répertoire numérique simple du fonds du Parti communiste ouvrier*, Université du Québec à Montréal, mai 1989; le premier numéro de *La Forge* (volume 1, #1, décembre 1975), organe officiel de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada ou Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec, *La Lutte pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada : un grand pas en avant vers l'unité des marxistes-léninistes et la création du parti*, 1975, 68 pages.

¹³ Charles Gagnon, *Pour le parti prolétarien*, Montréal, Équipe du Journal, 1972, 49 pages.

¹⁴ Il est à noter qu'à l'époque, les importantes contradictions que nous pouvons percevoir entre les thèses du marxisme-léninisme, du stalinisme et du maoïsme n'étaient pas perçues avec la même violence. Il faut se rappeler, par exemple, que, pour plusieurs maoïstes d'alors, les avancées de Pol Pot au Cambodge étaient louables. Il fallut beaucoup de temps avant que les différentes théories pratiques de gauche ne soient bien comprises au Québec. Un autre exemple de cette incompréhension des philosophies communistes par les militants québécois nous vient d'un document interne de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada qui soutient que des directives de la III^e Internationale (soit l'Internationale stalinienne, abolie par Staline lui-même au sortir de la Deuxième Guerre mondiale) devaient s'appliquer (cf. UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-9/1. Travail de quartier et cellule de quartier, décembre 1975, 10 pages).

¹⁵ La revue *Mobilisation* parut entre 1971 et 1975. Copie des exemplaires de cette revue sont disponibles à la Bibliothèque nationale du Canada.

¹⁶ Lucille Beaudry, « Le marxisme au Québec : une hégémonie intellectuelle en mutation », in. Beaudry, Deblock, Gislain, *Un Siècle de marxisme*, PUQ, 1990, p. 264.

uni, prêt à engager le combat révolutionnaire. [...] le Parti doit appliquer une juste ligne de masse. Mais cette ligne c'est la *méthode* par laquelle le Parti *dirige* les masses¹⁷.

Ainsi, dès le départ, la Ligue cherchait avant tout à lier les « prolétaires avancés » et les intellectuels communistes pour les appuyer dans leur démarche d'infiltrer le milieu ouvrier pour y « créer » une base politique. C'était l'époque où plusieurs professeurs d'université (entre autres) devaient, pour les besoins de la cause, démissionner de leur poste pour aller travailler en usine et y mobiliser les travailleurs¹⁸.

Organisation se voulant maoïste, la Ligue avait comme principaux objectifs, selon ce qui parut dans le premier numéro de *La Forge*¹⁹, de rallier le plus de communistes possible afin de constituer une « avant-garde », d'aller chercher les « éléments avancés du prolétariat²⁰ » et, surtout, de bâtir le seul et unique vrai parti de la classe ouvrière, et ce, avant que les militants du groupe En Lutte! n'y parviennent.

La Ligue rallia quelques centaines d'étudiants et d'intellectuels au cours des années 1970 et des milliers de sympathisants lisaient *La Forge* toutes les semaines. Des techniques pédagogiques et d'agitation-propagande furent élaborées, des tracts furent distribués et nombre de groupes populaires s'associèrent à la Ligue pour se consacrer à la lutte plus large contre le capitalisme et pour le socialisme, et ce, de Halifax à Vancouver. En 1979, la direction de la Ligue considérant que le moment était venu, fonda officiellement le Parti communiste ouvrier (PCO).

La Ligue devint alors un parti officiel qui présenta des candidats aux élections fédérales de 1980²¹. Cependant, les gains que réussit à réaliser la Ligue et le PCO au cours des années 1970 furent de courte durée. Dès 1980, d'importants différends apparurent au sein du parti sur la question de la place accordée aux femmes dans le parti et sur la toujours épineuse question nationale québécoise. Lors du référendum de 1980 le PCO avait — tout comme le groupe En Lutte! et certains groupes de femmes d'ailleurs — demandé à ses membres d'annuler leur vote soutenant que la vraie lutte devait être contre les capitalistes canadiens, et ce, que l'on fusse Québécois ou non. Cette décision fit des vagues importantes qui ultimement furent en partie responsables de la mort et du PCO et du groupe En Lutte!²².

¹⁷ « Bâtir le Parti de haut en bas », *La Forge*, vol. 1, n° 1, décembre 1975, page 12.

¹⁸ Louise Gendron, « Vive le Québec rouge! », *L'Actualité*, vol. 23, n° 20, 15 décembre 1998.

¹⁹ « LC(ml)C : organisation d'avant-garde de la classe ouvrière », *La Forge*, vol. 1, n° 1, décembre 1975.

²⁰ « Parti », *loc. cit.*

²¹ Registres des circonscriptions électorales pour les élections des années 1980 (fédérales) et 1981 (provinciales). Ces registres sont disponibles via les sites Internet de l'Assemblée nationale du Québec et de la Chambre des Communes du Canada.

²² Tout ce qui précède se retrouve dans Bernard Danserau, *op. cit.*

Les assises théoriques de la Ligue

Le discours de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada est, il va sans dire, un discours relativement lourd, mais néanmoins solidement structuré. D'abord, le discours des militants de la Ligue tournait autour du but ultime de ceux-ci, soit la révolution socialiste canadienne. Pour réaliser cet objectif, des exemples s'offraient à eux. Ainsi, comme pour plusieurs autres groupes révolutionnaires québécois, la Chine et l'Albanie d'alors offraient des modèles pleins de promesses. À ce titre, soulignons que l'expérience cubaine n'est que très rarement mentionnée dans les écrits de la Ligue²³, l'exemple cambodgien de Pol Pot semblait plus prometteur²⁴.

Cependant, dans la veine de ce que les militants comprenaient des écrits de Lénine, il fallait avant tout que l'avant-garde prolétaire s'organise au sein d'un parti véritablement communiste. Dans le premier numéro de *La Forge*, il est donc possible de lire :

La création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada est un événement important pour l'avenir de la classe ouvrière et du peuple canadien. C'est la naissance d'une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière, qui lutte pour doter celle-ci d'un véritable Parti communiste, outil indispensable de la révolution prolétarienne²⁵.

Par ailleurs, pour être à même de réaliser ses deux grands objectifs (soit la création d'un « véritable Parti communiste » et la révolution canadienne), la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada s'appuyait sur deux assises théoriques : le marxisme-léninisme et la « pensée mao-tsétoung ».

La tâche des communistes est de faire en sorte que les meilleurs éléments de la classe ouvrière assimilent la théorie scientifique du socialisme et de la révolution prolétarienne : le marxisme, le léninisme et la pensée-maotsétoung²⁶.

Il est relativement malaisé de savoir exactement ce que les militants de la Ligue entendaient par « la théorie scientifique du socialisme et de la révolution prolétarienne : le marxisme, le léninisme et la pensée-maotsétoung », cependant, il est possible de croire (comme nous l'indiquent les passages des écrits marxistes que les rédacteurs de *La Forge* citent abondamment) que, pour la Ligue, le marxisme

²³ La raison probable de ce choix éditorial peut résider dans la perception que Cuba ne pourrait jamais être autre chose qu'un laquais de l'Union soviétique (cf. entre autres « Le peuple cubain sous la botte du social-impérialisme soviétique », *La Forge*, vol. 2, n° 19, 14 octobre 1977, page 13.).

²⁴ cf. entre autres « Des réalisations extraordinaires au Kampuchéa démocratique », *La Forge*, vol. 2, n° 19, 14 octobre 1977, page 16 ou « La presse bourgeoise poursuit ses attaques contre le Kampuchéa », *La Forge*, vol. 2, n° 15, 19 août 1977, page 13.

²⁵ « LC(ml)C : organisation d'avant-garde de la classe ouvrière », *loc. cit.*.

²⁶ *Ibid.*

devait permettre de comprendre le monde alors que le léninisme, comme la « pensée mao-tsétoung », devaient fournir les outils concrets pour le changer.

Le Parti communiste est au point de vue de la politique et de l'organisation, le *levier* (souligné par nous [les rédacteurs de *La Forge*]) à l'aide duquel la partie la plus avancée de la classe ouvrière *dirige* [nos italiques] toute la masse du prolétariat²⁷. [citation de Lénine, *Discours au 2^e Congrès de l'Internationale communiste*, telle que citée par les rédacteurs de *La Forge*]

Ainsi, la conception qu'avait la Ligue du marxisme-léninisme et des enseignements de Mao tournait autour des tâches à accomplir pour arriver à la révolution. Il fallait fonder un journal, initier les ouvriers au marxisme-léninisme, il fallait organiser les masses, les diriger; il fallait créer des cellules d'entreprises, créer un Parti et faire la révolution armée.

Notre Parti a une science pour nous guider. C'est le marxisme, le léninisme et la pensée-maotsétoung. Elle a été éprouvée par plus d'un siècle de luttes de la classe ouvrière. Elle a démontré sa force dans toutes les révolutions socialistes victorieuses, depuis la révolution bolchévique dans la Russie de Lénine et de Staline, jusqu'à la révolution en Chine avec Mao. Toutes ces révolutions ont été *dirigées* par un Parti qui se basait sur ces principes. Le marxisme-léninisme n'est pas un dogme ou un petit catéchisme. C'est au contraire la science de la lutte de classes et de la révolution. Elle s'est enrichie et développée parce que les peuples dans le monde entier l'ont mise en pratique.

Elle ne se contente pas de nous donner *la seule explication valable* des événements mondiaux et de la réalité canadienne du point de vue de la classe ouvrière, mais d'abord et avant tout, c'est une arme pour transformer le monde. Comme Marx l'a dit : "Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières; mais ce qui importe, c'est de le transformer." (Thèses sur Feuerbach)²⁸ [nos italiques]

Toutefois les influences en action au sein de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada ne se limitaient pas à ces seuls fondements. En effet, outre le marxisme-léninisme et les idées maoïstes, la Ligue adoptait souvent un discours très près de positions résolument staliniennes. À maintes reprises, Staline est cité dans les écrits de la Ligue, et ce, même lorsqu'il s'agit d'éclairer les positions léninistes.

²⁷ « Bâtir le Parti de haut en bas », *loc. cit.*

²⁸ « Notre parti sera le parti d'avant-garde de la classe ouvrière », *La Forge*, vol. 3, n° 12, 9 juin 1978, page 15.

Comme l'expliquait Staline : "Il faut que le parti absorbe tous les meilleurs éléments de la classe ouvrière, leur expérience, leur esprit révolutionnaire, leur dévouement infini à la cause du prolétariat." (Des principes du léninisme)²⁹

Ou encore :

Ce sont les comités de lecteurs. Là, les ouvriers apprennent à connaître l'orientation de lutte que les communistes mettent de l'avant pour la classe ouvrière et le peuple. Ils découvrent les enseignements des grands dirigeants du prolétariat mondial, Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsétoung³⁰.

Hormis les publications officielles de la Ligue, les documents internes regorgeaient aussi de références aux fondements théoriques staliniens. À titre d'exemple, dans un document daté de décembre 1975 et intitulé *Travail de quartier et cellule de quartier*, la direction de la Ligue informe ses militants que « Les tâches territoriales des cellules d'entreprise et des cellules de quartier, selon la III^e Internationale communiste [Internationale qui fut longtemps contrôlée par Staline], sont...³¹ » Et dans la même foulée de citer un texte de Staline³².

Bien entendu, ce qui frappe d'abord l'esprit du chercheur, c'est que la direction de la Ligue faisait siens des fondements issus d'un stalinisme bien arbitraire. En effet, en citant les écrits de Staline et les comptes rendus des Congrès de la III^e Internationale communiste, les dirigeants de la Ligue affirmaient en fait que Staline et les dirigeants du Parti communiste soviétique avaient raison dans leur analyse jusqu'au début des années 1940. Car, on se souviendra que dès 1943, la III^e Internationale communiste fut dissoute par Staline lui-même pour adopter une position plus conciliante envers les nouveaux alliés de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique³³, la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique.

Aussi est-il possible de conclure que si, pour les militants de la Ligue, l'URSS devait alors être dénoncée pour son « social-impérialisme³⁴ », ceux-ci n'avaient rien contre les positions staliniennes d'avant-guerre. Ainsi, contrairement à ce que d'aucuns pourraient être portés à croire, l'opposition de la Ligue à l'URSS n'était en rien due à ce que Staline en fit. Les militants de la Ligue voyaient en Staline un grand dirigeant de la classe ouvrière. Ces positions semblent réellement faire de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada une organisation lourdement influencée

²⁹ « Parti », *Loc. cit.*.

³⁰ *Octobre*, n^{os} 4-5, été-automne 1978, page 104.

³¹ « Travail de quartier et cellule de quartier », décembre 1975. UQAM, SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-9/1.

³² *Ibid.*

³³ C'est ainsi que l'on identifiait l'effort de guerre soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale.

³⁴ Cf. plus haut, l'exemple de Cuba.

par les écrits de Staline, influence qu'il paraît difficile de concilier avec son maoïsme affirmé.

Au sujet de la lutte armée et de la démocratie

De ces fondements théoriques, les militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada tiraient aussi les étapes et les objectifs qu'il leur fallait réaliser pour en arriver à la révolution socialiste canadienne. D'abord, il est important de bien comprendre que pour la Ligue, la seule façon d'en arriver à avoir un Canada qui fusse socialiste était par un soulèvement armé de la classe ouvrière. « Ce n'est pas la voie pacifique, mais la lutte armée qui donnera le pouvoir à la classe ouvrière³⁵ » clamaient les rédacteurs de *La Forge*. C'est en ce sens que la Ligue niera le pouvoir de changement du système électoral. Ses militants affirmaient ainsi que « les élections servent de masque à la dictature de la bourgeoisie³⁶ ». Ils poursuivaient en soutenant que :

Le monde ordinaire ne peut se permettre les dépenses énormes que requiert une campagne électorale. [...] Pour paver la voie à la victoire de ses candidats, la bourgeoisie fait aussi de la propagande à l'année longue, en utilisant son emprise sur les médias, sur l'éducation et sur la bureaucratie syndicale pour inculquer au peuple travailleur l'idéologie bourgeoise dominante. [...] En 1918, Lénine avait indiqué qu'il n'existe aucun pays démocratique bourgeois ou "le simple ouvrier, l'ouvrier moyen... jouisse, ne serait-ce qu'à peu près, d'une liberté d'organiser des réunions dans les meilleurs locaux, d'une liberté aussi grande de disposer, pour exprimer ses idées, défendre ses intérêts, des plus vastes imprimeries et des meilleurs stocks de papier, d'une liberté aussi grande d'appeler des hommes de sa classe à gouverner et à 'policer' l'État..." (La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky)³⁷.

Les dirigeants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada soutenaient de surcroît que la démocratie parlementaire canadienne n'était qu'un voile qui cachait les véritables décideurs.

[D]ans la réalité, c'est un nombre restreint de ministres, de conseillers spéciaux, de hauts fonctionnaires non élus qui prennent les décisions importantes³⁸.

³⁵ « Ce n'est pas la voie pacifique, mais la lutte armée qui donnera le pouvoir à la classe ouvrière », *La Forge*, vol. 3, n° 12, 9 juin 1978, page 15.

³⁶ « Les élections cachent la vraie nature du capitalisme », *La Forge*, vol. 5, n° 8, 29 février 1980, page 6.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*

Ils affirmaient encore que :

[...] à certains moments, lors de crises ou de soulèvements, la démocratie bourgeoise disparaît soudainement. C'est ce qui est arrivé quand Trudeau a envoyé l'armée au Québec lors de la célèbre loi des Mesures de guerre de 1970³⁹.

Aussi, à l'instar de bien d'autres organisations communistes dans le monde, fallait-il refuser de jouer selon les règles de la bourgeoisie et refuser de jouer le jeu des élections. Selon les militants de la Ligue, la révolution canadienne devait passer par la voie des armes, sinon le peuple ne verrait jamais le pouvoir entre ses mains. Cet état de fait explique en partie l'appel lancé par les militants de la Ligue à annuler son bulletin de vote lors des élections provinciales de 1976⁴⁰. Toutefois, sans oublier leurs limites, les militants de la Ligue soutenaient aussi que les élections pouvaient avoir une valeur pédagogique pour le peuple.

Les vrais communistes peuvent participer aux élections, les utiliser pour éduquer le peuple travailleur et constituer ses forces pour la révolution, mais comme Mao Tsétoung l'a dit : "Le pouvoir est au bout du fusil".⁴¹

C'est sans doute dans cette optique que le Parti communiste ouvrier décida de participer aux élections fédérales de 1980 et aux élections provinciales québécoises de 1981⁴².

Il appert intéressant ici de souligner quelques contradictions qui apparaissent dans le discours de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada concernant les élections et la démocratie. D'abord, bien que les militants de la Ligue ne croyaient pas au système électoral canadien, ils soutenaient qu'il fallait atteindre une démocratie plus large, une démocratie qui donnerait véritablement le pouvoir au peuple travailleur. De plus, la démocratie à l'intérieur de la Ligue elle-même demeurait une facette qu'ils disaient vitale de son fonctionnement. Or, les critiques faites au système électoral canadien pouvaient très bien s'appliquer à tout système électoral y compris celui en place au sein même d'un parti communiste. Les communistes les plus diserts, scolarisés ou puissants auraient toujours plus de chance d'être portés à des postes de dirigeants.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ « Plan de travail », mars 1978. UQAM, SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2.

⁴¹ « Ce n'est pas la voie pacifique, mais la lutte armée qui donnera le pouvoir à la classe ouvrière », *loc. cit.*

⁴² Registres des circonscriptions électorales pour les élections des années 1980 (fédérales) et 1981 (provinciales).

En outre, si la seule solution pour avoir une démocratie plus large était de mettre en place par la force une dictature du prolétariat, il fallait donc que le parti communiste porté au pouvoir par le peuple limitât radicalement son effectif aux seuls ouvriers. En effet, si tout un chacun pouvait être membre du parti au pouvoir et que les décisions se prenaient au sein de celui-ci de façon démocratique en quoi serait-ce différent du système électoral d'avant la dictature du prolétariat? En somme, la démocratie communiste, telle que l'avancait la Ligue, devait être limitée aux seuls membres du parti communiste imposant la dictature du prolétariat, parti qui devait avoir un solide processus de sélection de ses membres. « Ce qui dérange plusieurs personnes c'est que tout le monde ne peut pas devenir membre d'un tel parti [un parti d'avant-garde]⁴³. »

En fait, la démocratie telle que prônée par les militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada peut très bien être comparée à tout ce qu'elle dénonçait de la démocratie canadienne. Même avec un processus de sélection des membres, la démocratie interne à un parti communiste ne resterait-elle pas à même d'être détournée aux mains de quelques militants avec plus de facilités ou de moyens pour manipuler le public, aux mains d'intellectuels, par exemple? Et que dire d'un principe de dictature du prolétariat lui-même, n'est-ce pas là un bon exemple de la disparition de la démocratie en temps de crise, tant dénoncée?

Il est aisé de voir dans le discours de la Ligue tous les heurts de l'expérience soviétique depuis 1917 sans qu'elle ne semble jamais vouloir y trouver réponse.

L'émancipation des ouvriers

Au-delà de la révolution armée et de la dictature du prolétariat, les militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada savaient pertinemment qu'il leur fallait avant tout rallier le plus de monde possible à leur cause. Comme plusieurs autres groupes d'extrême gauche, elle élaborait donc un discours pour ses militants les enjoignant de travailler à convaincre le plus de monde possible à souscrire aux analyses et aux visées de l'organisme. Pour ce faire, elle soutint d'abord et avant tout qu'il fallait « élever » les ouvriers pour qu'ils comprissent le bien fondé de la lutte qu'elle menait. « C'est pourquoi il faut un groupe de dirigeants conscients qui éduque, unisse et guide le mouvement ouvrier⁴⁴ » soutenaient toujours les rédacteurs de *La Forge* en 1981.

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les structures mises en place par les militants de la Ligue pour faire l'éducation des ouvriers et les instruire dans l'art de la pensée-maotsétoung. *La Forge* comme *Octobre* nous offrent des indices importants des structures élaborées par les militants pour atteindre les ouvriers. D'abord, les ouvriers devaient être approchés dans leur milieu de travail. Ainsi des militants de la

⁴³ « Pourquoi un parti d'avant-garde? », *La Forge*, vol. 4, n° 42, 30 novembre 1979, page 11.

⁴⁴ « Pourquoi un parti d'avant-garde? », *La Forge*, vol. 6, n° 14, 10 avril 1981, page 10.

Ligue devaient-ils se rendre en usine pour y créer des groupes de discussions autour des positions de la Ligue.

L'article « *La Forge, une arme entre nos mains* », paru dans la revue *Octobre* en 1978⁴⁵, est particulièrement éclairant quant à l'organisation de l'éducation des ouvriers et quant à la conception pédagogique à laquelle devait répondre cette organisation. Dans cet article, les auteurs décrivent le fonctionnement idéal de l'éducation en milieu populaire tel qu'il devrait être dans toute usine ou milieu ouvrier.

D'abord, il y avait *La Forge*. *La Forge*, ses articles et ses prises de positions devaient être le début de toute action éducatrice. Ainsi des militants de la Ligue devaient-ils se rendre sur les lieux de l'usine et y distribuer le journal de la Ligue. Ensuite, spontanément ou sous l'impulsion d'un militant, un comité de lecteurs devait être créé dans chaque usine où *La Forge* était distribuée⁴⁶.

Le comité de lecteurs se regroupait ainsi régulièrement pour étudier et tenter de comprendre ce qu'avançaient les articles de *La Forge* et, surtout, tenter de juger du bien fondé des positions de la Ligue. Ces comités de lecteurs devaient donc être essentiellement un simple regroupement de personnes qui cherchaient à mieux comprendre leur réalité et celle des ouvriers du monde entier à travers les écrits de la Ligue. Ces discussions devaient être franches et démocratiques. Un témoin raconte :

Le comité de lecteurs, c'est une forme d'encadrement que la Ligue offre aux ouvriers pour leur donner des armes afin qu'ils puissent s'impliquer à fond dans la lutte de classes.

On discute des articles de *La Forge*, des brochures de la Ligue, ou des textes classiques du marxisme-léninisme pour mieux comprendre les points politiques et pour en tirer les acquis qui peuvent faire avancer nos luttes à l'usine et notre implication dans la lutte des classes. On se prépare pour apporter ces points aux autres ouvriers avec qui on travaille. C'est ça qui permet à chacun de se développer pour toujours mieux jouer un rôle dirigeant dans les luttes⁴⁷.

Les comités de lecteurs devaient donc permettre, selon les auteurs de la revue *Octobre*, aux ouvriers de comprendre les articles de *La Forge* et leurs implications,

⁴⁵ « *La Forge, une arme entre nos mains* », *Octobre*, #2-3, 1978, pages 106-124.

⁴⁶ Certains pédagogues chanteraient les louanges d'une telle approche où le maître doit se rendre à l'apprenant et où l'apprenant doit, lui-même, se motiver à apprendre et faire un travail poussé de compréhension (E.L. Deci, et R.M. Ryan, « A Motivational Approach to Self : Integration in Personality », In. R.A. Dientsbier (éd.), *Perspectives on Motivation, Nebraska Symposium on Motivation*, Lincoln, NE, University of Nebraska Press, 1991.).

⁴⁷ « *La Forge, une arme entre nos mains* », *Ibid.*, page 115.

de comprendre la réalité de leur usine et de devenir eux-mêmes des agents multiplicateurs apportant leur nouvelle compréhension aux autres ouvriers de l'usine.

Il est, de surcroît, important de noter que, pour les militants — du moins selon ce que nous en apprennent leurs publications —, il était primordial que les discussions de ces comités soient les plus ouvertes possibles.

Dans les discussions, on apporte aussi nos critiques du journal et nos suggestions. Notre utilisation de *La Forge*, ça va dans les deux sens : on s'éduque mais on apporte aussi notre contribution pour faire du journal, notre journal, celui de la classe ouvrière [...] ⁴⁸.

La conception pédagogique qui transparaît de l'organisation idéale des comités de lecteurs telle que décrite par la revue *Octobre* semble, malgré ce que nous avons vu plus haut, somme toute relativement démocratique — et très près de l'andragogie actuelle. Dans cette structure, l'ouvrier devait être actif dans sa démarche d'apprentissage. De plus, à partir du moment où l'apprenant peut intervenir pour faire changer le contenu de la discussion et modifier la conception mise de l'avant par le maître, la distinction apprenant / maître disparaît complètement. Les rédacteurs d'*Octobre* présentaient donc des comités ouverts aux débats et une Ligue capable modifier ses positions si les ouvriers en sentaient le besoin. Une relation d'entraide d'égal à égal ⁴⁹ semble donc avoir été un des objectifs de la pédagogie de la Ligue.

Cependant, la conception pédagogique de la Ligue ne se bornait pas à la création de comités de lecteurs. En effet, outre ces comités, les membres de la Ligue devaient mettre en place des groupes d'étude. Selon ce qu'écrit encore *Octobre* :

Le groupe d'étude, c'est composé d'ouvriers qui jouent vraiment un rôle d'avant-garde dans la lutte des classes à l'usine. C'est des ouvriers qui veulent faire la révolution socialiste au Canada, qui veulent jouer leur rôle pour bâtir le Parti, puis pour ça, qui veulent devenir membres de la Ligue. Le groupe d'étude, puis la direction de la Ligue là-dedans, vise à développer ces ouvriers comme dirigeants communistes, à les armer pour qu'ils soient capables de devenir membres. [...]

Ces ouvriers dans le groupe d'étude aident aussi à *diriger les comités de lecteurs*, et à *faire avancer d'autres ouvriers*. Ils se préparent, par l'étude, pour être capables de faire ça. *Ils apprennent à défendre la ligne politique de la Ligue*, à la mettre en pratique, puis à aider à la développer, à l'approfondir ⁵⁰. [nos italiques]

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Encore une fois, une telle approche pourrait être comparable à un enseignement dit coopératif, aujourd'hui très à la mode.

⁵⁰ « *La Forge*, une arme entre nos mains », *art. cit.*, pages 119-120.

Le lecteur comprendra immédiatement que l'aspect hautement démocratique qui transparaissait dans la description des comités de lecteurs semble beaucoup plus nuancé lorsqu'il s'agit des groupes d'étude. Les ouvriers voulant devenir membres de la Ligue devaient, semble-t-il, suivre un programme d'étude chargé dans lequel « la ligne politique de la Ligue » devait être acceptée, apprise et défendue. Il n'est plus question, à ce niveau, de critiques ou de suggestions. L'ouvrier faisant partie d'un groupe d'étude n'a plus le loisir de critiquer les positions de la Ligue, il doit maintenant les défendre.

Tableau 1 : Structure organisationnelle du travail de la Ligue dans les entreprises et les quartiers

Éléments de structure	Fonctions
Cellule territoriale	Organiser le travail des « camarades » sur un territoire donné.
Cellule d'entreprise ou de quartier	Organiser le travail des membres et sympathisants au sein d'une usine ou d'un quartier
Groupe d'étude	Apprendre à comprendre et à défendre la ligne politique de la Ligue. Le groupe d'étude était la dernière étape à franchir avant de devenir membre de la LC(ml)C. C'était à ce niveau que la lecture de la revue <i>Octobre</i> devenait nécessaire.
Comité de lecteurs	Groupe de discussion animé par un membre ou un participant au groupe d'étude qui devait se réunir lors de chaque parution de <i>La Forge</i> pour échanger sur les articles qui y paraissaient.
Diffusion de <i>La Forge</i>	Les membres étaient tenus de distribuer <i>La Forge</i> en tout lieu qui y était propice (usines, écoles, syndicats, etc.)

Sources : *La Forge*, *Octobre* et UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978, 43 pages.

Il n'en demeure pas moins qu'en théorie, de la distribution de *La Forge* aux portes de l'usine, à la création d'un comité de lecteurs, à la création d'un groupe d'étude, il existait une progression cohérente qui devait permettre aux militants de la Ligue d'éduquer les ouvriers, d'élargir ses rangs et enfin, de faire la révolution socialiste au Canada. En ce sens, chaque usine devait aussi se doter d'une cellule d'entreprise. La cellule d'entreprise devait être constituée d'ouvriers de l'usine, sympathiques aux idées de la Ligue. Encore une fois, la cohérence qui existait entre *La Forge*, les comités de lecteurs, les groupes d'étude et les cellules d'entreprise était, en théorie,

totale. L'éducation des ouvriers devait permettre la création des cellules d'entreprises capables de gérer les activités de la Ligue dans l'usine, mais aussi capables — il faut le souligner — d'apporter les doléances et suggestions des ouvriers aux dirigeants de la Ligue.

Dans un autre article de la revue *Octobre*, un membre d'une cellule d'entreprise soutient en effet que :

On a jamais passé un tract du parti [Parti communiste ouvrier] sans les avoir d'abord analysés avec les ouvriers. Avec le tract, je vais voir les ouvriers qui sont concernés. Je leur dis : "Le Parti a fait un tract. Qu'est-ce que tu en penses? Penses-tu que l'analyse est juste? Que le tract est complet? " Bien souvent ça nous amène à refaire une partie du tract, parce que les ouvriers nous apprennent beaucoup, de par leur expérience⁵¹.

Ainsi, malgré tout, officiellement, le message qui était transmis aux membres et militants de la Ligue quant à l'éducation des ouvriers en était un relativement démocratique dans sa conception. « Les ouvriers doivent être instruits du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, mais nous pouvons aussi apprendre beaucoup de leur expérience » semblait dire le discours des militants.

Or, l'étude de *La Forge* et de la revue *Octobre* nous apprend beaucoup plus que simplement la théorie pédagogique des militants. Cette étude nous permet aussi d'avoir des indices en ce qui a trait aux problèmes que rencontraient les militants de la Ligue quant à leur mission éducative et quant aux failles inhérentes à la théorie telle que la présentaient leurs organes officiels.

En effet, un certain nombre de points viennent contredire toute la théorie pédagogique telle que nous l'avons vue jusqu'à présent. D'abord, il faut se souvenir que l'objectif principal de la Ligue, c'était d'être une organisation d'avant-garde capable de *mener* les ouvriers vers la révolution socialiste pour leur plus grand bien. En fait, nul n'était besoin de miser sur une parfaite compréhension des ouvriers quant à leur réalité et leur situation. Il suffisait simplement qu'ils eussent une compréhension suffisante pour se sentir exploités et, surtout, pour comprendre que la Ligue savait ce qu'elle faisait.

Cette approche léniniste, voire stalinienne, de l'éducation ne pouvait que produire des structures où les militants croyaient détenir la vérité, vérité qu'il fallait partager pour le bien de l'ensemble de la classe ouvrière. Inutile de chercher à savoir ce que les ouvriers voulaient vraiment, la ligne politique était la seule voie à suivre pour que la révolution socialiste soit. « Il n'y a qu'une voie vers le socialisme, c'est par le

⁵¹ « Le Travail communiste quotidien dans l'usine », *Octobre*, #9, automne 1980, page 115.

renversement violent de l'État bourgeois et par l'instauration de la dictature du prolétariat⁵² ». L'éducation des ouvriers n'était qu'utilitaire à la réalisation des projets de la Ligue⁵³.

Il existait par ailleurs, au sein de la Ligue, un concept qui venait littéralement miner toute tentative de réellement faire une éducation libératrice. Le « Centralisme démocratique » était une notion selon laquelle « Ses dirigeants et orientations [ceux et celles de la Ligue] sont choisis au moyen de discussions libres et démocratiques alors que le centralisme assure une orientation et une direction unifiées nécessaires pour diriger la lutte de classes⁵⁴ ». En somme, le centralisme démocratique venait sceller le sort qui attendait tout dissident.

La ligne politique de la Ligue était élaborée par quelques militants éclairés et devait être suivie. Bien entendu, les membres avaient le droit de la critiquer, mais ils ne pouvaient la modifier et devaient la respecter. Il apparaît que la différence d'approche que nous avons notée quant aux comités de lecteurs et aux groupes d'étude réside dans cette même optique. Tant et aussi longtemps que ce que disait le militant n'avait pas d'impact réel sur les orientations de la Ligue, il pouvait dire ce que bon lui semblait. Cependant, à partir du moment où il représentait réellement la Ligue, il devait strictement s'en tenir à la ligne politique de celle-ci. Les ouvriers pouvaient critiquer autant qu'ils le voulaient bien, personne des dirigeants de la Ligue ne les écoutait.

Un exemple frappant des conséquences de cette approche dite du « centralisme démocratique » nous est fourni — bien malgré elle sans doute — par la revue *Octobre* elle-même⁵⁵. Dans le cadre d'une entrevue avec les membres de la cellule d'une entreprise de quelque 1 000 ouvriers, les interviewers se lancent dans une description sommaire du bagage et de l'expérience de chacun de ces militants. En fait, les six membres de la cellule d'entreprise sont présentés ainsi : deux militants de la Ligue qui distribuent *La Forge* aux portes de l'usine, un secrétaire, un délégué syndical travaillant dans l'usine, un ouvrier, membre de la Ligue depuis un an et un jeune ouvrier, devenu membre de la Ligue alors qu'il était encore sur les bancs de son école technique. Aussi, si nous faisons le calcul des six membres de la cellule

⁵² « Le congrès de l'ADDS », *La Forge*, vol. 1, n° 23, 2 décembre 1976, page 11.

⁵³ Certains pédagogues soutiennent que l'éducation est toujours utilitaires, et qu'à travers l'apprenant, c'est le citoyen de demain qui est d'abord et avant tout visé. Un bon exemple de cette conception de l'éducation serait l'entièreté du nouveau *Programme de formation de l'école québécoise* (2004) du ministère de l'Éducation du Québec dont la discipline « Histoire et éducation à la citoyenneté » met l'accent sur un enseignement de l'histoire qui permettra aux enfants de devenir des citoyens capables comprendre leur monde et capables y exercer tout le pouvoir dont ils disposent en tant que citoyens. Voir en ce sens Alain Dalongeville, *Enseigner l'histoire à l'école*, Paris, Hachette, 1995, 128 pages ou Robert Martineau, « Du patriote au citoyen éclairé... L'histoire comme vecteur d'éducation à la citoyenneté », *Traces*, vol. 36, n° 1, 1998, pages 38-47.

⁵⁴ « Le parti fondé sur la démocratie et la discipline », *La Forge*, vol. 4, n° 19, page 11.

⁵⁵ « Rencontre avec les camarades de la cellule », *Octobre*, n° 9, automne 1980, page 103.

d'entreprise, il n'y en a que trois qui travaillent véritablement dans l'usine — bien que le secrétaire, il est malaisé de savoir s'il travaillait ou non à l'usine — dont un qui connut la Ligue avant même d'entrer à l'usine. Considérant que la cellule d'entreprise n'était même pas constituée d'ouvriers de l'endroit, n ne peut pas dire que le travail d'éducation fut des plus efficaces dans cette usine.

Il existait de surcroît au sein de la Ligue, et l'étude de *la Forge* et de la revue *Octobre* le laisse paraître, une tradition de noyautage des groupes populaires non-politiques citoyens tels les comités de citoyens, les garderies populaires, les groupes de défense des droits ou les groupes de femmes. Cette technique consistait à assoire un ou deux militants de la Ligue dans un groupe populaire quelconque dans l'espoir qu'ils y atteignaient des postes de dirigeants. Une fois aux commandes du groupe populaire en question, les militants de la Ligue avaient beau jeu de réorienter ce groupe sur les voies politiques de la Ligue ou même de le saborder simplement pour en fusionner l'organisation à celle de la Ligue⁵⁶. Bien loin de toute théorie pédagogique ou même de quelque conception éducative que ce soit ce genre de techniques vient complètement discréditer les quelques propos démocratiques que pouvaient tenir les dirigeants de la Ligue⁵⁷.

En somme, malgré le fait que la Ligue affirmait dans ses publications qu'il fallait créer une approche démocratique avec les ouvriers ou les militants du mouvement communautaire, le fonctionnement même de la Ligue — et ce, telle qu'elle est décrite dans ces propres organes officiels — ne permettait pas à cette conception « démocratique » d'être mise en place d'une façon significative. En fait, si au départ les ouvriers ou militants avaient le droit de questionner la ligne politique de la Ligue, le centralisme-démocratique, ne leur permettait pas d'avoir quelque impact que ce soit sur celle-ci.

De plus, une fois au sein de la Ligue elle-même, les membres devaient apprendre à respecter cette ligne et à la défendre auprès de la population⁵⁸. Aussi, même si la théorie et les techniques mises en place avec les ouvriers paraissaient démocratiques, l'importance de la ligne politique, du centralisme démocratique et du noyautage faisait de la Ligue, un organisme anti-démocratique qui ne pouvait que tenter d'imposer ses idées et ses impératifs au reste de la population.

Il ne faut toutefois pas oublier que, comme nous l'avons démontré, les publications officielles de la Ligue n'avaient aucune honte à affirmer qu'il fallait créer un parti « d'élite » qui allait servir d'avant-garde pour le reste de la classe ouvrière. Il fallait

⁵⁶ Il s'agissait en fait d'une technique semblable à celle qu'utilisèrent les bolcheviques russes avant octobre 1917 dans l'espoir de diriger les soviets vers la révolution (cf. Marc Ferro, *Des Soviets au communisme bureaucratique*, Gallimard/Julliard, 1980, 263 pages).

⁵⁷ cf. à ce sujet les exemples de l'ADDS, de SOS Garderie et du Regroupement des comités de citoyens de Hull dans Charles-Antoine Bachand, *op. cit.*

⁵⁸ À titre informatif, cf à ce sujet, Edgar Morin, *Autocritique*, Paris, Seuil, 1994 (©1970), 255 pages.

créer le parti et la révolution par le haut, et ce, même si cela allait à l'encontre de la volonté du milieu dans lequel la Ligue essayait de s'implanter.

Question des femmes et question nationale

Avant de conclure, il reste à explorer deux aspects primordiaux du discours de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. D'abord, il importe de souligner que la question de la situations de femmes et, à plus forte raison, la question du droit à la garderie devint un point essentiel du discours de la Ligue à la fin des années 1970. Avec les réussites du groupe SOS Garderie qui se battait à travers la province du Québec pour le droit aux garderies et qui était essentiellement sous la coupe de la Ligue, il devint sans doute évident que la question des femmes pouvaient attirer plusieurs femmes dans les rangs de la Ligue. À partir de 1978, la question des femmes semblait même être un bon moyen de rallier des militantes et militants désillusionnés par l'expérience du Parti québécois⁵⁹.

Mais lorsqu'on parle de la cause des femmes, de quoi s'agit-il? Il s'agit essentiellement de droits qui assurent à la femme sa pleine égalité à tous les niveaux de la société, la fin de son oppression. Il s'agit entre autres du plein droit au travail, du droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale; il s'agit aussi du droit aux garderies⁶⁰.

Les militants de la Ligue soutenaient encore :

C'est tromper les femmes que de prétendre à la fois défendre leur véritable cause et défendre la classe au pouvoir qui nie leurs droits. C'est tromper que de prétendre défendre à la fois les femmes de la classe ouvrière et la classe capitaliste⁶¹.

C'est à ce titre que les militants de la Ligue avançaient que la seule véritable source de l'oppression des femmes était le capitalisme et le système de classe, ils affirmaient que la seule réelle façon d'émanciper les femmes de cette oppression était de travailler à la construction du socialisme au Canada.

Seule la transformation totale de la société pourra donc résoudre l'oppression des femmes, arriver à créer un homme et une femme nouveaux. Et plus tu approfondis ton engagement politique, plus tu réalises que c'est le même système de classes qui cause le chômage, les crises, les guerres, le racisme et l'oppression des femmes! C'est pourquoi je lutte avec les hommes et les femmes qui ont eux aussi ce

⁵⁹ Suzanne Foisy et Gabrielle Émond, « Des acquis à partager », *Octobre*, n° 14, mars 1982, page 14.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*, page 15.

but, d'abolir la source de l'exploitation et de l'oppression. Le parti, c'est un instrument politique pour y arriver⁶².

Il importe toutefois de souligner que contrairement à ce que d'aucuns pourraient croire, les militants de la Ligue n'entendaient pas nécessairement retarder la lutte pour l'émancipation des femmes au jour de la révolution. Les critiques faites aux femmes du Parti québécois sont en ce sens éloquentes.

Si on avait écouté Lise Payette, on aurait attendu la souveraineté du Québec pour faire valoir les droits des femmes. Si on avait écouté Pauline Marois, on aurait attendu la fin de la crise économique — et ça peut durer encore longtemps — avant de développer un réseau de garderies⁶³.

Toujours à ce titre, les réalisations du groupe SOS Garderie demeurent impressionnantes. Si ce groupe fut complètement noyauté par la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, à un point tel où sa plate-forme et ses statuts furent rédigés en totalité par la direction de la Ligue⁶⁴, le chercheur ne peut nier l'activité débordante des membres de ce groupe provincial. SOS Garderie prit en effet part à des luttes pour le droit aux garderies à l'échelle de la province et ne semble avoir reculer devant aucune lutte. Qu'il fusse question de locaux gratuits ou de subventions gouvernementales, SOS Garderie fut sans doute un des groupes « affiliés » à la Ligue les plus actifs dans les années 1970 au Québec⁶⁵.

En ce qui a trait à la question nationale, nous nous permettons ici de rappeler au lecteur que la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada croyait qu'il fallait lutter d'abord et avant pour la révolution prolétarienne. Aussi, que les ouvriers fussent Canadiens ou Québécois était considéré comme secondaire à la cause socialiste. En somme, les militants de la Ligue soutenaient que les ouvriers devaient se considérer ouvriers et exploités avant toute chose. Encore une fois, la Ligue affirmait que la seule solution viable devait passer par la révolution socialiste. Une fois le socialisme construit au Canada, la question des nationalités ne se poserait plus.

Pendant cette période-là [période référendaire], on a eu beaucoup de discussions avec les ouvriers. Faut dire que le débat était déjà chaud entre les travailleurs, entre les partisans du OUI et du NON. Pour nous,

⁶² « L'émancipation des femmes au cœur de nos préoccupations », *La Forge*, vol. 7, n° 8, 26 février 1982.

⁶³ Suzanne Foisy et Gabrielle Émond, *loc. cit.*, page 15.

⁶⁴ « SOS Garderies doit prendre une orientation révolutionnaire », *La Forge*, vol. 1, n° 14, 1^{er} juillet 1976, page 4 et « SOS Garderie adopte le programme de la LC(ml)C », *La Forge*, vol. 1, n° 20, 21 octobre 1976, page 3.

⁶⁵ Cf. à ce sujet Charles-Antoine Bachand, *op. cit.*

c'était un bon moment pour faire connaître la position du parti, expliquer pourquoi on proposait d'annuler [le bulletin de vote]. [...] Un travailleur de mon département qui est venu m'a dit après que ce qui l'avait le plus frappé, c'est comment il faut voir la question nationale du point de vue des travailleurs. Il disait qu'avant de discuter avec nous, il croyait vraiment à la "grande famille" du Québec, papa Lévesque en tête. Mais qu'il avait vu que, là aussi, les travailleurs et les capitalistes n'avaient pas les mêmes intérêts. [...] On a beaucoup discuter de l'allure que prendrait le socialisme au Canada, comment concrètement les ouvriers allaient diriger le pays, comment ce serait enfin un système juste pour les nationalités⁶⁶.

Cependant, il appert que la question nationale ne faisait pas toujours unanimité au sein même des rangs de la Ligue. En effet, par exemple en ce qui concerne la rénovation urbaine que subissait la ville de Hull dans les années 1970⁶⁷, il était difficile pour les militants de la Ligue de dissocier l'action du gouvernement fédéral assis de l'autre côté de la rivière des Outaouais, à Ottawa, dans les milieux ouvriers hullois de l'impact qu'elle aurait sur la culture francophone de la région. Aussi, s'ils n'étaient pas en principe opposés à la création d'un district fédéral englobant Ottawa et Hull, ils affichaient tout de même des inquiétudes quant aux implications qu'une telle organisation auraient.

Le chercheur peut ainsi lire dans un document interne de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada datant de 1978 :

L'envahissement de Hull par les fonctionnaires aura des effets sur la culture française et l'aménagement du territoire. C'est une attaque aux droits démocratiques de la *nation* québécoise : le territoire et la langue⁶⁸. [nos italiques]

Ainsi, alors que le Québec se divisait entre les partisans du OUI et les partisans du NON, les militants de la Ligue refusaient le débat et avançaient qu'au sein d'un Canada socialiste, les nationalités pourraient s'épanouir. Toutefois, le débat ne semble pas avoir laissé de marbre tous les militants. Il est tout de même étonnant de voir un relent de nationalisme au cœur d'une des régions les plus fédéralistes du Québec.

⁶⁶ « Le travail communiste quotidien dans l'usine », *Octobre*, n° 9, automne 1980, pages 118-119.

⁶⁷ Cf. entre autres Roger Poirier, *Qui a volé la rue Principale?*, Montréal, Éditions Départ, 1986, 331 pages.

⁶⁸ « Plan de travail », mars 1978. UQAM, SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2.

Conclusion

La présente étude dresse ainsi un portrait sinon exhaustif du moins très intéressant de ce que pu être le discours des militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada entre 1975 et 1983. Le discours de la Ligue, tel que nous l'avons présenté, tournait essentiellement autour de la question de la révolution prolétarienne canadienne.

En effet si, toujours selon la Ligue, la seule véritable solution à l'exploitation des travailleurs, inhérente au capitalisme, était la révolution socialiste, tout le reste devait y être subordonné. C'est ainsi, que le discours de la Ligue affirmait le besoin pressant de créer un « véritable parti communiste », d'organiser et d'éduquer les masses (toujours en gardant à l'esprit le besoin qu'elles ont d'être guidées), de ne pas souscrire au système électoral ni à une démocratie trop large au sein même du parti (démocratie qui nuirait à l'adoption d'une ligne véritablement révolutionnaire et communiste), de militer pour le droits des femmes et de convaincre les ouvriers que la question nationale ne se poserait plus dans un Canada socialiste.

Le discours de la Ligue, s'il fut cohérent et conséquent, révèle toutefois les contradictions qui parurent trop souvent dans le discours des groupes d'extrême gauche du XX^e siècle, et ce, surtout au niveau de l'organisation d'un parti d'avant-garde et de la réflexion sur ce que devait la dictature du prolétariat. Aussi, l'impact réel des moyens préconisés ne semblait pas aussi étudiés que les objectifs visés. Bien entendu, l'adoption d'assises théoriques difficilement conciliables (stalinisme, marxisme, léninisme, maoïsme) ne facilitait sans doute pas le débat en ce sens, et ce, surtout si l'on considère qu'un large pan de la réflexion théorique était simplement nié sous prétexte d'une haine aveugle envers les écrits de pans complets d'auteurs marxistes, dont les trotskistes.

Le discours de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada n'était, en ce sens, pas très différent de ce que plusieurs autres groupes d'extrême gauche du monde avançaient, mais les luttes incessantes sur les moyens concrets à adopter vint miner plus d'une fois la possibilité d'efforts communs (par exemple, En Lutte! et la Ligue avaient tant de points en commun, n'eut-il pas été possible pour eux de s'allier à différentes étapes de leur lutte?). Il n'en demeure pas moins, qu'il serait malvenu de sous-estimer tout l'impact que purent avoir de tels discours sur l'évolution des idées politiques québécoises, et ce, à plus forte raison dans certains milieux populaires.